



Communiqué de presse des organisations syndicales FNEC FP FO 63, UNSA 63, et FSU 63 avec la FCPE 63

CDEN du Puy de Dôme du 20 avril 2020 :

Une carte scolaire encore majoritairement rejetée Un retour le 11 mai toujours impossible sans la mise en place d'un dépistage systématique et de moyens conséquents pour la protection de tous les personnels, élèves et familles

Le Comité Départemental de l'Education Nationale du Puy de Dôme a été réuni ce lundi 20 avril par audio-conférence, sous la présidence de Madame la Préfète, et en présence de Monsieur le Directeur Académique pour présenter les mesures d'ouvertures et de fermetures des postes et classes pour la rentrée scolaire 2020.

Après 2 votes unanimes contre exprimés par les organisations syndicales FNEC-FP-FO 63, FSU 63 et UNSA 63 lors des 2 Comités Techniques sur le projet du Directeur Académique, les représentants des parents d'élèves se sont associés aux organisations syndicales pour dire que cette carte scolaire inacceptable et qu'il faut la revoir totalement.

Résultat du vote du CDEN : 17 contre, 5 abstentions, 3 pour.

Les organisations syndicales élues et la FCPE 63 sont extrêmement choqués, qu'après un tel désaveu, Monsieur le Directeur Académique n'ait pas revu sa copie. Elles affirment solennellement que la rentrée 2020 ne sera pas une rentrée comme les autres et que les personnels doivent pouvoir disposer des meilleures conditions de travail pour accueillir les élèves et les amener à retrouver le plus rapidement possible une ambiance d'apprentissage efficace pour rattraper ces semaines où l'enseignement en présentiel n'a pas été possible, et combler les « inégalités sociales » exacerbées par la situation. Personne n'est capable aujourd'hui de dire qu'elle sera la situation de reprise dans les écoles.

Aucune fermeture de classe n'est possible, toutes les demandes d'ouvertures de classe et de postes doivent être satisfaites.

Les conséquences de ces non-ouvertures, et de ces fermetures sont :

- des classes à 28 ou plus (Mirefleurs, Le Cendre L.Aragon, Job, Pérignat les Sarlièves, Orcines, Lempdes Le Bourgnon)
- moins de moyens pour les élèves les plus en difficultés avec des besoins en poste RASED diminués, et des aides de maitres supplémentaires supprimées, des postes enlevés comme au centre médical infantile de Romagnat
- des accueils de Toute Petite Section rendu impossible ou très compliqué notamment dans les écoles maternelle Diderot, Arbos et Michelet de Clermont Ferrand

- des dégradations d'accueil et de conditions de travail comme à Ambert H.Pourrat

Ces suppressions de moyens s'ajoutent aux diminutions drastiques dans les collèges et lycées du département pour la rentrée 2020.

Il est impossible de faire comme si de rien n'était ! Le Gouvernement doit répondre aux revendications des personnels, et aux demandes des parents d'élèves et des élus.

Dans cette situation particulière où le confinement est de rigueur les principes de base de la démocratie ont été bafoués puisqu'il était impossible pour les parents d'élèves, les élus et les personnels de se mobiliser pour défendre leurs écoles. Les maires et leurs équipes sont aussi au front depuis le début de la crise sanitaire pour assurer la santé et la sécurité de tous leurs concitoyens : la carte scolaire n'est pas la priorité du moment, et diminuer les moyens pour l'Ecole de la République en cette période est inadmissible.

Concernant la reprise envisagée par le Président de la République et le Ministre Blanquer le 11 mai : la FNEC-FP-FO 63, FSU 63, UNSA 63 et la FCPE 63 ont fait une déclaration commune :

« L'OMS préconise la mise en place du dépistage systématique.

Compte tenu des annonces du président le 13 avril sur la réouverture des écoles à partir du 11 mai, alors même que tous les lieux publics resteront fermés, les organisations syndicales FNEC FP FO 63, UNSA 63, FSU 63 avec la FCPE 63 exigent un dépistage généralisé des personnels et des élèves comme préalable à toute reprise d'activité et la mise en œuvre de toutes les mesures de protections nécessaires.

En effet, les gestes barrière ne pourront être respectés compte tenu de l'âge des élèves ou du nombre d'élèves par classe. Comment éviter une nouvelle flambée épidémique quand près de 900.000 professeurs et 12 millions d'élèves seront rassemblés en classe ? Sans parler de la sieste en maternelle, des toilettes, de la désinfection régulière des locaux, de la promiscuité dans les salles et les couloirs de certains établissements scolaires, des parents nombreux devant le portail, des repas collectifs, des transports...

Aucun semblant de piste réaliste n'a été proposé hier soir par le gouvernement, et nous craignons que le 11 mai arrive bien trop rapidement pour pouvoir trouver les solutions et les mettre en place pour assurer une réelle protection des personnels, des enfants et de leur famille.

Dans ces conditions toute reprise est inacceptable. »

Madame la Préfète ainsi que les services de l'Education Nationale n'ont apporté aucune réponse précise à toutes les questions posées sur les conditions de reprise. La santé et la sécurité de toutes et tous ne sont donc pas garanties. Il ne peut pas y avoir de « rentrée » des élèves le 11 mai dans ces conditions.